

LES FORÊTS

L'UTILISATION PAR LA COLOMBIE-BRITANNIQUE DES RECETTES PROVENANT DE LA TAXE D'EXPORTATION SUR LE BOIS D'OEUVRE

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, grâce à la taxe d'exportation qui a été imposée dernièrement sur le bois d'oeuvre, la province de la Colombie-Britannique reçoit 540 000 \$ de plus par jour. Le revers, c'est que, alors que cet argent devait être réinvesti dans la mise en valeur des ressources forestières, il est tout simplement versé au revenu général.

Il est temps que le ministre d'État aux Forêts et aux Mines (M. Merrithew) exerce le plus de pressions possible sur le gouvernement de cette province pour l'inciter à se mettre à réinvestir cet argent dans la sylviculture et les éclaircies ainsi que dans la lutte contre les maladies, les parasites et le feu, la recherche sylvicole et la recherche de nouveaux débouchés et le développement de nouvelles gammes de produits.

Des agglomérations comme Prince Rupert, Castlegar, Vanderhoof, Prince George, Dawson Creek, St. John, Kamloops, pour n'en citer que quelques-unes, bénéficieraient d'un tel programme.

Afin d'essayer de faire baisser le nombre de chômeurs de plusieurs dizaines de milliers en Colombie-Britannique, j'encourage le ministre d'État aux Forêts et aux Mines à intervenir auprès de son homologue provincial pour que cet argent soit réinvesti dans les ressources forestières.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LES RELATIONS EXTÉRIEURES

L'APARTHEID EN AFRIQUE DU SUD—LA POSITION DU CANADA

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, il y a deux ans, le premier ministre du Canada a déclaré aux Nations Unies que le gouvernement canadien était prêt à décréter des sanctions économiques complètes et à rompre complètement les relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud, et pour employer les mots du premier ministre: «... si des changements fondamentaux n'étaient pas effectués en Afrique du Sud.»

Hier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré, et j'emploie ses paroles: «Nous n'enregistrons pas suffisamment de progrès contre l'apartheid en Afrique du Sud. La situation continue de se détériorer.» Ce sont là les paroles du premier ministre, monsieur le Président.

Le premier ministre peut-il nous dire quelle position il va prendre lors de la prochaine conférence du Commonwealth à Vancouver au sujet de l'Afrique du Sud? Va-t-il rompre les relations avec ce pays et imposer de la part du Canada des sanctions économiques totales d'ici la fin de cette année, à moins que le gouvernement de ce pays ne prenne des mesures concrètes et visibles pour mettre fin à ce régime d'apartheid?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le Canada va continuer à exercer un leadership

Questions orales

certain dans le domaine de l'Afrique du Sud, et qui a été soutenu depuis plusieurs années, surtout d'une façon toute spéciale, je pense, depuis trois ou quatre ans.

A Nassau, le Canada a fait preuve de leadership, à Londres, et, tout dernièrement, lors de la visite du secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans le Sud de l'Afrique lors des rencontres récentes avec M. Tambo, et, en weekend, le Secrétaire et moi-même avons eu des rencontres avec M. Howe.

Nous essayons de faire deux choses: maintenir des pressions de plus en plus constantes sur l'Afrique du Sud et, en deuxième lieu, effectuer, par voie de corollaire, des changements profonds dans le système d'apartheid qui est tellement malheureux et inacceptable pour tous les citoyens de ce pays et du monde entier.

Alors, c'est un programme complet qui s'exerce sur plusieurs volets et que le Canada va continuer de mettre en vigueur en faveur des citoyens noirs de l'Afrique du Sud.

• (1420)

[Traduction]

L'IMPOSITION DE SANCTIONS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je n'ai pas besoin de rappeler au premier ministre les paroles qu'il a prononcées devant les Nations Unies où il a été très applaudi. Il a déclaré: «Nous sommes prêts à prendre les sanctions les plus rigoureuses contre ce pays et son régime répressif. Si aucun progrès n'est réalisé dans l'élimination de l'apartheid, nous devons peut-être rompre toute relation avec l'Afrique du Sud.»

Hier, son collègue le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a reconnu que la situation s'était dégradée au lieu de s'améliorer. Le gouvernement essaie de jouer sur les deux tableaux à propos d'une question fondamentale touchant les droits de la personne. Hier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est malheureusement abaissé à faire des remarques sectaires partisans à quiconque laissait entendre que le moment était venu de prendre les sanctions diplomatiques ou économiques les plus rigoureuses.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Je demande donc au premier ministre s'il parle au nom du gouvernement au sujet de l'Afrique du Sud? Est-il toujours décidé à tenir l'engagement qu'il a pris il y a deux ans devant les Nations Unies? Va-t-il adopter cette position à la Conférence du Commonwealth à Vancouver?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je trouve plutôt bizarre de voir le chef de l'opposition accuser le gouvernement de jouer sur les deux tableaux et, du même souffle, accuser le secrétaire d'État aux Affaires extérieures de faire des remarques sectaires. Rien ne saurait discréditer davantage la thèse du chef de l'opposition que la façon dont il vient de la formuler. Ses collègues et lui-même devraient se rendre compte que sur bien des plans et notamment dans ce domaine très délicat, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures fait preuve d'un leadership qui lui vaut une grande considération au Canada et dans le monde entier. Le chef de l'opposition devrait l'en féliciter.